

Jean-Luc Mélenchon (C), Mathilde Panot (G) et Danièle Obono (D) lors de la soirée électorale du parti suite aux premiers résultats du second tour des élections législatives françaises à Paris, le 7 juillet 2024



Instrumentalisation des musulmans

Proposition de Commission d'enquête sur "l'islamophobie" : le jeu dangereux des Insoumis

Le 9 avril 2025, plusieurs députés du groupe LFI ont déposé une proposition de résolution (n°1271) visant à la création d'une « commission d'enquête portant sur l'islamophobie ». Cette commission aurait pour mission, selon le texte, d'évaluer la construction de stéréotypes négatifs à l'égard de l'islam, d'analyser les discours et pratiques discriminatoires, et de dresser un état des lieux de l'islamophobie en France.

Le document cite explicitement le Collectif contre l'islamophobie en Europe (CCIE), organisation héritière du CCIF, dissous par décret en 2020 après l'assassinat de Samuel Paty. Cette référence soulève de vives interrogations sur les intentions réelles de cette initiative, son impact sur le débat public, et les risques de réhabilitation indirecte de structures controversées.

Atlantico : Comment analysez-vous la proposition de LFI de créer une commission d'enquête sur l'islamophobie dans le contexte actuel de tensions autour de la laïcité et de la sécurité ?

Jean-Pierre Sakoun : Cette proposition est clairement liée à la politique clientéliste de LFI qui depuis 2017, a orienté sa pêche aux voix, il n'y a pas d'autre mot, vers les Français de confession de culture musulmane, en espérant ainsi combler ce qui est devenu depuis une véritable obsession pour Jean-Luc Mélenchon, les 600 000 voix qui lui ont manqué pour accéder au 2^e tour de l'élection présidentielle.

Cette drague grossière et monomaniaque des voix des Français musulmans prend deux formes :

- D'une part, le fait de participer, au même titre que les frères musulmans, je dis bien au même titre que les frères musulmans, à convaincre nos compatriotes musulmans qu'ils sont les victimes d'un racisme généralisé et d'un racisme d'État ;
- D'autre part à s'emparer pour cela de toutes les causes les plus douteuses, en particulier la cause qu'ils nomment « antisémitisme » et dans laquelle de plus en plus de gens reconnaissent l'antisémitisme.

Et donc, lorsqu'en France, aujourd'hui, les actes antisémites représentent plus de 60% de la totalité des actes racistes signalés, alors que les Français de confession juive représentent 0,7% de la population, il faut évidemment pour LFI allumer un contre-feu destiné à démontrer aux Français de confession ou de culture musulmane que ce sont eux les victimes, qu'ils sont les cibles du méchant racisme français, les victimes d'un racisme d'État, « systémique », comme ils disent. Or, les preuves de ce racisme sont institutionnellement totalement inexistantes, et sur le plan de la société, extrêmement limitées, dans un pays qui est l'un des moins racistes d'Europe, voire du monde mais dans lequel il est de bon ton de culpabiliser sans cesse les citoyens au nom d'un antiracisme dévoyé.

Il y a bien sûr du racisme en France, comme dans tous les pays démocratiques, mais il y en a beaucoup moins que dans la plupart de ces pays, et la France n'est pas un pays raciste. Evidemment, la voie que prend LFI avec cette proposition de résolution est la pire. Si cette commission d'enquête, dont je le répète, le seul rôle est d'être un contre-feu à la réalité et à la brutalité de l'antisémitisme qui règnent aujourd'hui, portait sur le racisme anti-maghrébin, qui serait probablement la dénomination la plus juste, ce serait acceptable, mais non, ils ont choisi le pire, c'est-à-dire la qualification d'islamophobie, comme si le refus ou l'hostilité vis-à-vis d'une religion devait être considéré comme un racisme. Et leur volonté d'imposer ce terme d'islamophobie, inventé ou plus exactement ressuscité par les mollahs iraniens en 1979, pour victimiser les communautés musulmanes dans le monde entier, et pour créer une séparation, un véritable séparatisme, vient d'une certaine manière en pendant du martèlement permanent de l'usage du terme « génocidaire » dès que l'on parle d'Israël.

Tout cela fonctionne comme un système. Et j'insiste sur « l'antisémitisme » et l'antisémitisme, parce que c'est véritablement le deuxième terme de cette stratégie. Il s'agit de victimiser les Français de confession ou de culture musulmane, en les persuadant, avec les mollahs iraniens, avec les frères musulmans, qu'ils sont les victimes d'une France raciste qui plus est aux mains des Juifs et les inciter à une hostilité de plus en plus virulente contre les ces derniers. L'ignoble photo trafiquée de Cyrille Hanouna dans une campagne contre les puissants ne peut être interprétée que dans le cadre de cette stratégie.

Cette proposition de LFI sera évidemment retoquée. Mais ce sera un signal de plus envoyé à ceux qu'ils considèrent comme leur électorat, et qu'ils veulent absolument séparer du reste de la population française, comme les islamistes.

Est-ce aussi un outil de brouillage idéologique ?

Bien entendu, mais LFI ne fonctionne depuis quelques années que sur le brouillage idéologique. C'est-à-dire que, bien que l'image soit éculée, c'est orwellien. On est en permanence dans un renversement du réel.

Que révèle selon vous la référence explicite au collectif contre l'islamophobie en Europe dans cette proposition ? Est-ce que c'est une tentative de réhabilitation d'un acteur controversé ?

Non, je ne crois pas. En ce qui concerne la référence explicite au CCIE, LFI ne tente pas de réhabiliter le CCIE. Ils savent très bien, parce qu'ils sont politiquement expérimentés, que me CCIE, qui n'est que le rhabillage du CCIF, interdit en France du fait de ses pratiques et de ses paroles extrémistes et islamistes à la suite de l'assassinat de Samuel Paty, ne sera pas réhabilité. C'est une fois de plus un signal, envoyé à une fraction particulièrement radicale des musulmans vivant en France, consistant à leur dire « Nous, nous défendons vos activistes et nous leur redonnons d'une certaine manière une légitimité en mentionnant leur nom dans une proposition de résolution. Nous sommes de votre côté ». Et faisant cela, ils renvoient tous les Français musulmans à l'islamisme et à la radicalité. C'est-à-dire qu'ils ferment les yeux sur le fait que la majorité des Français musulmans sont intégrés ; ils encouragent ceux qui veulent les dés-intégrer et les séparer du reste de la population. C'est un petit peu comme lorsque le Premier ministre dit qu'il ne faut pas choquer les 9 millions – c'est lui qui utilise ce chiffre – de Français musulmans en s'attaquant au voile dans le sport, comme si le voile était le fait de tous les Français musulmans. Il prend un signe qui est un signe de radicalisation, d'exclusion, de séparation, de soumission des femmes et d'interprétation intégriste de l'islam pour en faire le drapeau de l'ensemble des musulmans.

Eh bien, Jean-Luc Mélenchon et LFI font la même chose ! Ils positionnent le CCIF/CCIE comme l'emblème de tous les musulmans. Ce faisant, ils ne cherchent pas à le réhabiliter, ils cherchent à se servir de ce signe pour radicaliser et séparer. Je le répète, je l'ai déjà dit en répondant à votre première question, ils font la même chose que les mollahs iraniens et que les islamistes, les frères musulmans. Ils veulent séparer les Français musulmans du reste de la communauté nationale.

Quel risque cette proposition de résolution fait-elle peser sur la cohésion nationale et le vivre-ensemble dans un pays déjà marqué par des fractures identitaires ?

Le risque est évident, c'est justement d'accentuer ces fractures. Pour reprendre votre question, je me permettrai d'y apporter un correctif à propos de l'expression « le vivre-ensemble ».

Le « vivre ensemble » est une expression qui en réalité signifie exactement l'inverse de ce qu'elle semble vouloir dire. C'est l'expression utilisée par les communautaristes pour appeler de leurs vœux une société dans laquelle des communautés vivraient côte-à-côte avec un programme minimum qui serait de ne pas s'entretuer. On voit très bien comment cela ne fonctionne pas, par exemple en Grande-Bretagne...

Nous, Français, et c'est toute la puissance révolutionnaire de notre devise Liberté, Egalité, Fraternité, avons inventé d'autres modes de cohésion bien plus efficaces et bien plus puissants que le triste et minimal vivre-ensemble ; j'ai nommé les idéaux du « contrat social » et de la « fraternité universelle ». Le contrat social, cela signifie que nous sommes tous citoyens et que nous construisons ensemble notre Nation, la République. C'est comme ça qu'on évite la fracture.

La fraternité universelle, cela ne nous oblige pas à nous aimer tous mutuellement, dans une sorte de « baiser Lamourette » généralisé ! C'est simplement notre manière de dire que le préalable à notre vie en commun, c'est que nous nous reconnaissons D'ABORD comme semblables avant de nous reconnaître comme différents. Et que nous sommes donc justement ceux qui surmontons et dépassons les éventuelles fractures ethnico-religieuses ou autres pour les remplacer par un état qui est typiquement celui de la citoyenneté française d'indifférenciation, pas d'indifférence, où chacun peut porter toutes ses particularités et toute sa singularité, mais où avant toute chose, il respecte la seule communauté qui vaille pour que nous formions un peuple, la communauté nationale.

En ce sens, et j'ai répondu d'une certaine manière à votre question, il est évident qu'en insistant sans cesse sur la différenciation, en tentant de convaincre en permanence nos concitoyens de confession et de culture musulmane qu'ils sont des victimes, et bien effectivement, chacune de ces opérations va dans le sens d'une fracture de plus en plus grande de la société, recherchée par les populistes démagogues de LFI au profit de la captation des voix communautaires et d'un désordre qu'ils espèrent propices à une arrivée au pouvoir.